



Conseil de sécurité

Distr. générale
28 octobre 2013
Français
Original : anglais

Lettre datée du 28 octobre 2013, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de vous faire tenir le premier rapport mensuel du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), établi en application de l'alinéa f) du paragraphe 2 de la décision du EC-M-33/DEC.1 du Conseil exécutif de cette organisation et du paragraphe 12 de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU (voir annexe). Vous trouverez également ci-après les informations demandées par le Conseil de sécurité au sujet des activités menées par l'Organisation pour donner suite à sa résolution.

Introduction

D'abord, je tiens à féliciter l'OIAC, à qui le prix Nobel de la paix vient d'être décerné. Je rends hommage au Directeur général pour son rôle mobilisateur et aux membres du personnel pour leur professionnalisme et leur dévouement : c'est à ces qualités, ainsi qu'à leur travail, qu'ils doivent cette distinction.

Je rappelle que vous m'avez fait part, dans votre lettre du 11 septembre 2013 ([S/2013/603](#)), de la décision du Conseil de sécurité d'autoriser la création d'une Mission conjointe OIAC-ONU, comme je l'avais proposé dans ma lettre du 7 octobre 2013 ([S/2013/591](#)). J'ai le plaisir de confirmer que, le 16 octobre 2013, le Directeur général de l'OIAC et moi-même avons créé la Mission conjointe et conclu un accord supplémentaire qui porte sur la coopération entre les deux organisations aux fins de l'application de la décision EC-M-33/DEC.1 du Conseil exécutif et de la résolution [2118 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, relatives à l'élimination du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne.

Le 16 octobre 2013 également, en étroite concertation avec le Directeur général, j'ai nommé M^{me} Sigrid Kaag Coordinnatrice spéciale. En cette qualité, M^{me} Kaag est chargée de diriger la Mission conjointe. Je ne doute pas qu'elle pourra compter sur l'étroite coopération que l'OIAC et l'ONU ont su pratiquer dans le passé et que c'est animées du même esprit que celles-ci s'acquitteront chacune de leurs rôles et de leurs fonctions aux fins de l'application intégrale de la décision du Conseil exécutif et de la résolution [2118 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité.

La Coordinnatrice spéciale, qui a pris ses fonctions dès sa nomination, assure depuis lors le bon fonctionnement de la Mission conjointe. Après plusieurs réunions au Siège de l'ONU, elle s'est rendue à celui de l'OIAC, à La Haye, où elle a tenu des consultations avec le Directeur général, son équipe et d'autres parties prenantes les 19 et 20 octobre.



Le 21 octobre 2013, la Coordonnatrice spéciale s'est rendue en République arabe syrienne et a commencé à mener ses activités depuis la base opérationnelle de la Mission conjointe, située à Damas. Elle a rencontré le Ministre des affaires étrangères, Walid Al-Moualem, le Vice-Ministre des affaires étrangères et président du Comité national pour l'application de la Convention sur les armes chimiques, Faysal Mekdad, et d'autres interlocuteurs syriens pour chercher avec eux les moyens de mener à bien les activités de la phase II et examiner les modalités de la phase III, celle de la destruction des armes (voir à ce sujet ma lettre du 7 octobre 2013). Au cours de ces échanges, le Gouvernement a réaffirmé son soutien à la Mission conjointe et s'est de nouveau engagé à appliquer intégralement les dispositions de la résolution [2118 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité et les décisions du Conseil exécutif de l'OIAC. Le 22 octobre, la Coordonnatrice spéciale s'est rendue dans une fabrique d'armes chimiques et a constaté les premiers résultats des activités de destruction.

La Coordonnatrice spéciale s'est rendue à Chypre le 23 octobre pour s'occuper de la mise en place de la zone d'étape et base d'appui de la Mission conjointe. Elle a tenu une réunion de planification à laquelle ont assisté des membres du personnel de l'OIAC et de l'ONU. Cette réunion, qui portait principalement sur les activités de la phase III, a donné lieu à des avancées considérables sur des questions opérationnelles fondamentales. Les participants ont achevé l'élaboration du concept de la mission, du cadre de planification, du projet de plan opérationnel et de divers documents complémentaires.

Jusqu'à présent, la Mission conjointe, à savoir les fonctionnaires de l'OIAC appuyés par ceux de l'ONU, s'est attachée à faire la lumière sur certains éléments figurant dans le document que le Gouvernement syrien avait soumis à l'OIAC le 21 septembre 2013 en attendant de présenter sa déclaration initiale, devant être déposée le 27 octobre 2013 au plus tard. La Mission conjointe a inspecté 37 des 41 installations renseignées. Comme l'indique le Directeur général dans son rapport ci-joint, le personnel de la Mission conjointe n'a pas pu visiter certains sites du fait de la grande insécurité qui régnait dans les secteurs concernés. La Mission conjointe surveille constamment, en étroite concertation avec les autorités syriennes, l'évolution des conditions de sécurité dans chacun de ces secteurs afin de pouvoir s'y rendre aussitôt que possible. Elle a confirmé que, dans tous les sites inspectés, les installations de production, de mélange et de remplissage avaient bien été mises hors d'état de fonctionner. Le Gouvernement syrien a coopéré de façon constante et constructive à toutes ces activités.

Activités de l'ONU

Une fois la résolution [2118 \(2013\)](#) adoptée, l'Organisation des Nations Unies a tout d'abord déployé et appuyé la mission préparatoire conjointe OIAC-ONU, puis mis en place la Mission conjointe. À cet effet, suivant les principes de sa stratégie globale d'appui aux missions, elle a envoyé rapidement du personnel, du matériel et des moyens en Syrie et à Chypre, mobilisant des ressources d'autres missions de la région et du Siège pour disposer de la marge de manœuvre nécessaire. Comme je l'ai dit dans ma lettre du 7 octobre 2013, je compte user de tous les pouvoirs qui m'ont été conférés pour assurer l'accomplissement rapide et sûr du mandat de la Mission. Le coût des activités et moyens susmentionnés sera imputé au budget de la Mission conjointe et ne viendra pas grever ceux des autres missions.

La Mission conjointe compte actuellement 26 experts de l'OIAC et 50 fonctionnaires de l'ONU, dont certains recrutés sur le plan national. Ces effectifs varient constamment en fonction des besoins opérationnels. De plus, certaines fonctions d'appui sont assurées grâce au déploiement provisoire de renforts de l'ONU qui apportent à la Mission conjointe les moyens immédiats dont elle a besoin pour démarrer; ces fonctionnaires, dont les services ne sont nécessaires que pour une courte période, sont provisoirement affectés à la Mission.

Au cours de la période considérée, l'ONU s'est employée à accroître les capacités opérationnelles de la Mission conjointe dans plusieurs domaines. Avec l'aide de donateurs, elle a procuré bureaux et logements au personnel de la Mission et déployé 22 véhicules blindés ainsi qu'un camion-citerne et une ambulance blindée. Elle fournit également un soutien logistique et administratif, contribue au travail d'information et participe aux activités d'assistance médicale par l'intermédiaire d'un médecin et d'une infirmière qui collaborent avec les auxiliaires médicaux de l'OIAC. En outre, elle a équipé les bureaux et les véhicules de troussees médicales d'intervention d'urgence, assuré la formation nécessaire à leur usage et fourni du matériel de protection contre les agents chimiques. La Mission a mis en place un réseau de communications stratégiques en établissant des liaisons avec d'autres missions des Nations Unies déployées dans la région, en installant une station de base VHF et en acquérant des ordinateurs, des téléphones mobiles et des téléphones par satellite. L'ONU a aussi pourvu aux besoins de la Mission conjointe en matière d'information géographique et fourni le matériel nécessaire. Enfin, elle a joué un rôle déterminant d'intermédiaire avec les partenaires syriens, internationaux et locaux.

La sécurité de l'ensemble du personnel de la Mission conjointe est de la plus haute importance, pour moi comme pour la Coordinatrice spéciale. De ce point de vue, la situation en Syrie demeure difficile et imprévisible. C'est au Gouvernement syrien qu'il incombe au premier chef d'assurer la sécurité du personnel de l'OIAC et de l'ONU. La Mission conjointe a pris des initiatives en ce qui concerne l'évaluation des conditions de sécurité, la collaboration avec le Gouvernement hôte aux fins de la mise en place des dispositifs de protection nécessaires, la formulation de conseils sur la conduite des opérations et l'appui opérationnel. L'ONU s'informe constamment des conditions d'accès aux sites auprès des autorités et de groupes locaux. En effet, les groupes d'opposition ont un rôle important à jouer tant pour la sécurité des membres de la Mission que pour l'accès aux sites qui se trouvent dans leurs zones d'influence. L'une des principales mesures de réduction des risques consiste à ne déployer en Syrie que le personnel strictement indispensable pendant la durée strictement nécessaire. La zone d'étape et base d'appui de Chypre est donc appelée à prendre de l'importance, puisqu'elle accueillera le personnel d'appui à la mission et sera aussi le point de chute de ceux qui feront des allers retours.

Le 16 octobre 2013, toujours dans le cadre de la mise en place de la Mission et conformément au paragraphe 9 de la résolution [2118 \(2013\)](#), dans laquelle le Conseil de sécurité a demandé à la République arabe syrienne de conclure avec l'ONU et l'OIAC des accords sur les modalités d'application, les deux organisations ont conjointement présenté au Gouvernement de la République arabe syrienne un projet d'accord tripartite sur le statut de cette mission, qui devrait être conclu avant le 1^{er} novembre au plus tard.

L'ONU et l'OIAC ont également procédé à un échange de lettres tripartite avec le Gouvernement chypriote pour l'installation de la zone d'étape et base d'appui de la Mission conjointe. Des dispositions ont également été prises au Liban pour

faciliter le passage du personnel et du matériel de la Mission conjointe. L'ONU et l'OIAC remercient les deux gouvernements de leur soutien.

Le 16 octobre, l'ONU et l'OIAC ont également créé des fonds d'affectation spéciale pour le financement de leurs contributions respectives à cette mission. Divers donateurs ont manifesté un intérêt pour les deux fonds et des négociations sont en cours avec un certain nombre de pays au sujet de contributions au fonds d'affectation spéciale de l'ONU.

Activités de la phase III

Il est clair que la Mission conjointe, et en particulier l'OIAC, a un rôle fondamental à jouer dans la vérification des activités syriennes de destruction du programme de fabrication d'armes chimiques. Ce qui est moins clair, mais sera déterminant, c'est l'ampleur de l'appui direct que la Mission devra apporter aux autorités syriennes aux fins de leurs activités de planification et de leurs opérations. La question de savoir si la Mission conjointe pourra être appelée à mener des opérations, telles que l'emballage d'agents chimiques, leur transport sécurisé ou leur retrait de la République arabe syrienne, doit encore faire l'objet de consultations et d'un examen approfondi. La Mission conjointe est prête à prêter son concours pour que le programme de production d'armes chimiques de la Syrie soit détruit de la manière la plus efficace possible, conformément à la décision du Conseil exécutif de l'OIAC et à la résolution du Conseil de sécurité. J'ai demandé à la Coordinatrice spéciale, agissant sous la supervision du Directeur général de l'OIAC et la mienne, de conclure rapidement les consultations nécessaires avec les autorités syriennes et les autres parties concernées afin que puisse se dégager une conception commune du rôle opérationnel que doivent jouer la République arabe syrienne, la Mission conjointe et, éventuellement, les États Membres. Le temps presse si nous voulons que le Gouvernement de la République arabe syrienne et la Mission conjointe, travaillant de concert, puissent respecter les échéances.

Dans cette perspective, la Mission conjointe déterminera les domaines où une aide des États Membres ou d'autres organisations pourrait être nécessaire. Je suis gré à tous ceux qui ont déjà offert leur aide à l'OIAC et à l'ONU. La Mission conjointe a déjà reçu un appui précieux du Canada, des États-Unis, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et de l'Union européenne, sous la forme de véhicules blindés indispensables aux activités opérationnelles, de moyens aériens pour le transport du personnel, y compris de la Coordinatrice spéciale, et du matériel, notamment les véhicules blindés, et de données cartographiques. En outre, la Suède a accepté de mettre un aéronef à la disposition de la Mission conjointe pour une période initiale de deux mois. Basé à Chypre, cet appareil servira essentiellement au transport entre Chypre et Beyrouth du personnel se rendant à Damas.

Les domaines où un appui pourrait être fourni à la Mission conjointe dépendront aussi de l'aide dont les autorités syriennes pourraient avoir besoin ou dont elles pourraient bénéficier pour leurs activités liées à la destruction du programme de production d'armes chimiques. Les autorités syriennes ont élaboré un premier plan de sécurité pour le transport à l'intérieur du pays d'éléments intervenant dans le programme. Ce plan sera examiné plus avant par la Mission conjointe et le Gouvernement. Par ailleurs, la République arabe syrienne est tenue de présenter son plan de destruction à l'OIAC d'ici au 27 octobre 2013. Le Conseil exécutif de l'OIAC examinera ce plan et prendra, avant le 15 novembre 2013, une décision dans laquelle il énoncera les prescriptions relatives à l'élimination totale du

matériel et des matières servant à la fabrication d'armes chimiques. La Coordinatrice spéciale collaborera étroitement avec le siège de l'OIAC, les autorités syriennes et les États Membres intéressés pour que les activités de planification soient synchronisées.

La République arabe syrienne demeure responsable de la destruction de son programme de production d'armes chimiques et a communiqué le texte d'une lettre adressée au Directeur général de l'OIAC, dans laquelle le Vice-Ministre syrien des affaires étrangères énumérait les besoins associés à la mise en œuvre du plan de sécurité. La liste détaillée, que la Mission conjointe est en train d'examiner, comprenait des articles destinés au transport, à l'emballage et à la manutention des matières, aux communications, à la sécurité, à la production d'électricité et à l'appui au personnel. Peut-être au moyen du fonds d'affectation spéciale que j'ai établi à cet effet, l'ONU envisagera-t-elle de répondre à certaines des demandes d'appui validées en apportant une aide directe au Gouvernement, en lui prêtant une assistance matérielle conditionnelle ou en participant directement aux opérations par l'intermédiaire de la Mission conjointe. Une partie de l'appui demandé par le Gouvernement de la République arabe syrienne pourrait servir à des fins légitimes liées au programme de destruction des armes chimiques mais également être utilisées à des fins militaires. L'ONU n'achètera ni ne fournira d'aucune autre manière au Gouvernement ces articles à double usage. Toute assistance fournie par l'ONU sera soumise à des conditions strictes qui permettront de veiller à ce qu'elle soit utilisée uniquement aux fins prévues.

La Coordinatrice spéciale mènera les consultations nécessaires avec les autorités syriennes, l'OIAC et le Siège de l'ONU afin d'élaborer aussi rapidement que possible la liste des besoins de la République arabe syrienne et celle des besoins de la Mission conjointe, qu'elle communiquera aux États Membres intéressés dès que possible.

Dans le cadre de ses activités de planification, la Mission conjointe a procédé, avec le soutien du Service de la santé et de la sécurité de l'OIAC et du Programme des Nations Unies pour l'environnement, à une première analyse concernant la protection de l'environnement et la santé et la sécurité. Les deux organismes sont prêts à fournir une aide supplémentaire dès que de plus amples informations sur le plan opérationnel de la Mission conjointe seront disponibles. L'ONU communique également avec l'Organisation mondiale de la Santé au sujet des incidences que les activités liées à la destruction du programme de production d'armes chimiques de la Syrie pourraient avoir sur le plan de la santé publique.

Conclusion

Le Conseil de sécurité a montré l'importance qu'il attachait à l'élimination du programme de production d'armes chimiques de la République arabe syrienne quand il a adopté sa résolution [2118 \(2013\)](#) à l'unanimité. Le Directeur général de l'OIAC et moi-même, ainsi que nos équipes respectives, nous sommes concentrés sur l'exécution de ce mandat afin d'obtenir des progrès rapides, dans l'intérêt du peuple syrien et de la paix et de la sécurité régionales et internationales. Pendant la période très courte visée par le présent rapport, l'OIAC et l'ONU ont réussi à mettre en place une mission pleinement opérationnelle, capable d'assumer des tâches difficiles et de fonctionner dans un environnement dangereux et instable.

Les décisions prises par les deux conseils ont, à juste titre, privilégié la neutralisation des moyens dont disposait la République arabe syrienne pour

fabriquer des armes chimiques à partir de différents éléments. C'est pourquoi, depuis le déploiement initial d'une mission préparatoire conjointe il y a moins d'un mois, l'OIAC a, avec le soutien de l'ONU, vérifié la destruction de matériel critique dans les installations de production, de mélange et de remplissage. Les moyens dont la République arabe syrienne a déclaré disposer pour produire des armes chimiques devraient avoir été mis hors service d'ici au 1^{er} novembre 2013, selon le calendrier prévu, c'est-à-dire 34 jours à peine après l'adoption de la résolution [2118 \(2013\)](#), à l'exception peut-être de deux sites auxquels il n'a pas été possible d'accéder pour des raisons de sécurité. La Mission continuera de s'efforcer de vérifier les activités de destruction menées sur ces sites.

Je tiens à rappeler que la destruction de toutes les installations, de tous les stocks et de tous les éléments connexes relève de la responsabilité du Gouvernement syrien. Ni l'OIAC ni l'ONU n'ont pour mandat de procéder aux activités de destruction elles-mêmes. Pour que le succès de la Mission conjointe soit assuré, il faudra avant tout que les autorités syriennes demeurent résolues à s'acquitter des obligations que leur imposent la Convention sur les armes chimiques, la décision du Conseil exécutif de l'OIAC et la résolution du Conseil de sécurité. Si elles ne restent pas véritablement déterminées, la Mission conjointe n'atteindra pas ses objectifs.

Je tiens également à souligner que la Mission conjointe mène ses activités dans un environnement extrêmement dangereux, instable et imprévisible, ce qui a une incidence sur sa capacité à mener ses travaux hautement techniques. Nous devons donc veiller à faire tout notre possible pour aider les hommes et les femmes qui, au service de l'OIAC et de l'ONU, ont ensemble travaillé si dur et si bien pour obtenir ces premiers résultats. Toutefois, la tâche est loin d'être achevée et il reste fort à faire. L'ONU continuera de travailler avec l'OIAC et par l'intermédiaire de la Mission conjointe pour que les dispositions de la résolution [2118 \(2013\)](#) soient intégralement appliquées.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter d'urgence la présente lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) **BAN** Ki-moon

Annexe**Lettre datée du 25 octobre 2013, adressée au Secrétaire général par le Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, aux fins de sa communication au Conseil de sécurité, mon rapport intitulé « Progrès réalisés dans l'élimination du programme d'armes chimiques syrien », qui a été établi comme suite à la décision EC-M-33/DEC.1 du Conseil exécutif de l'OIAC et à la résolution [2118 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, toutes deux adoptées le 27 septembre 2013, et porte sur la période du 27 septembre au 23 octobre 2013 (voir pièce jointe).

(Signé) Ahmet Üzümcü

Pièce jointe

[Original : anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe]

Progrès réalisés dans l'élimination du programme d'armes chimiques syrien

1. À sa trente-troisième réunion tenue le 27 septembre 2013, le Conseil exécutif (« le Conseil ») a adopté une décision intitulée « Destruction des armes chimiques syriennes » (EC-M-33/DEC.1 du 27 septembre 2013). Celle-ci a été suivie par l'adoption le même jour, par le Conseil de sécurité de l'ONU, de la résolution [2118 \(2013\)](#), qui a souscrit à la décision du Conseil. Dans cette résolution, le Conseil de sécurité se félicitait entre autres de la décision du Conseil, priait le Directeur général et le Secrétaire général de coopérer étroitement aux fins de l'application de la décision du Conseil et priait en outre le Directeur général de lui présenter un rapport, par l'entremise du Secrétaire général.
2. À l'alinéa f) du paragraphe 2 de sa décision, le Conseil demandait au Secrétariat technique (« le Secrétariat ») de faire « mensuellement rapport au Conseil sur l'application de la [...] décision en évoquant notamment les progrès accomplis par la République arabe syrienne pour satisfaire aux dispositions de la [...] décision et de la Convention, sur les activités menées par le Secrétariat vis-à-vis de la République arabe syrienne, ainsi que sur ses besoins en ressources supplémentaires, notamment en ressources techniques et humaines ». Selon les termes du paragraphe 12 de la résolution [2118 \(2013\)](#), le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé « d'examiner régulièrement l'application en République arabe syrienne de la décision du Conseil exécutif de l'OIAC en date du 27 septembre 2013 et de la présente résolution » et a prié le Directeur général « de lui présenter un rapport, par l'entremise du Secrétaire général ».
3. Le premier rapport mensuel couvre la période du 27 septembre au 22 octobre 2013. La Convention sur l'interdiction des armes chimiques (« la Convention ») est entrée en vigueur à l'égard de la République arabe syrienne le 14 octobre 2013.

Progrès accomplis par la République arabe syrienne pour satisfaire aux dispositions de la décision EC-M-33/DEC.1

4. Les progrès accomplis par la République arabe syrienne pendant la période considérée pour s'acquitter de ses obligations au titre du paragraphe 1 de la décision du Conseil EC-M-33/DEC.1 sont les suivants :

a) Conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la décision du Conseil, la République arabe syrienne a présenté, le 4 octobre 2013, des informations venant compléter les renseignements fournis le 19 septembre 2013 concernant les armes chimiques et autres capacités pertinentes dont elle est propriétaire ou détentrice ou qui se trouvent en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle. Les informations requises au titre des points i) à iii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la décision du Conseil ont été communiquées. Comme le prévoit l'alinéa a) du paragraphe 2 de la décision du Conseil, le Secrétariat a mis ces informations complémentaires à la disposition de tous les États parties dans les cinq jours qui ont suivi leur réception. La République arabe syrienne a également fourni au Secrétariat des informations supplémentaires concernant, notamment, les inventaires de ses

installations de stockage d'armes chimiques (munitions, agents chimiques et précurseurs); des schémas des installations de stockage d'armes chimiques indiquant les bâtiments et leur état actuel; des renseignements sur les composants des armes binaires; des schémas de sites et des diagrammes des opérations de certaines installations de fabrication d'armes chimiques; des informations sur la nature des activités menées et sur l'état actuel des bâtiments et du matériel relevant de ces installations de fabrication d'armes chimiques, y compris des installations de mélange et de remplissage (tant fixes que mobiles); des précisions sur la nature des activités menées dans les installations de recherche-développement; ainsi que des renseignements sur le site d'essai et d'évaluation. Au total, la République arabe syrienne a présenté des informations sur 41 installations¹ réparties sur 23 sites (18 installations de fabrication d'armes chimiques, y compris des installations de remplissage, 12 installations de stockage d'armes chimiques, 8 unités de remplissage mobiles et 3 installations en rapport avec des armes chimiques), sur environ 1 000 tonnes d'armes chimiques de la catégorie 1 (en grande partie des précurseurs d'armes chimiques binaires), sur environ 290 tonnes d'armes chimiques de la catégorie 2 et sur environ 1 230 munitions chimiques non remplies. En outre, les autorités syriennes ont indiqué avoir trouvé deux cylindres ne leur appartenant pas, dont on pense qu'ils contiennent des armes chimiques;

b) Conformément à l'alinéa b) du paragraphe 1 de la décision du Conseil, la République arabe syrienne présentera la déclaration initiale requise au titre de l'article III de la Convention au plus tard 30 jours après l'adoption de la décision du Conseil, c'est-à-dire au plus tard le 27 octobre 2013. Le Secrétariat continue d'assister les autorités syriennes dans la compilation de la déclaration initiale, et celle-ci devrait être présentée avant le délai susmentionné;

c) Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 1 de la décision du Conseil, la République arabe syrienne est tenue d'achever l'élimination de tous les équipements et matières liés aux armes chimiques au cours du premier semestre de 2014. Le Secrétariat œuvre actuellement avec les autorités syriennes pour élaborer le plan général de destruction des armes chimiques syriennes et des installations de fabrication d'armes chimiques, qui doit être présenté au plus tard le 27 octobre dans le cadre de la déclaration initiale requise au titre de l'article III de la Convention. À cet égard, à la date limite fixée pour l'établissement du présent rapport, la République arabe syrienne avait détruit 12 éléments d'armes chimiques de la catégorie 3 (munitions non remplies);

d) Conformément à l'alinéa d) du paragraphe 1 de la décision du Conseil, la République arabe syrienne est tenue d'achever dès que possible, et en tout état de cause avant le 1^{er} novembre 2013, la destruction fonctionnelle de l'équipement de fabrication et de mélange et remplissage d'armes chimiques (opération visant à le rendre inutilisable ou incapable de fonctionner). À cet égard, à la date limite fixée pour l'établissement du présent rapport, la République arabe syrienne avait procédé à la destruction fonctionnelle d'éléments du matériel essentiel pour la fabrication et le mélange et remplissage d'armes chimiques dans 20 des 26 installations de fabrication d'armes chimiques (y compris des installations de mélange et de

¹ À la suite de la réception le 23 octobre 2013 de la déclaration initiale prévue à l'article III, le nombre d'installations déclarées a été changé pour s'établir à 41 au total. Une des installations de fabrication d'armes chimiques recensées a été par erreur comptée deux fois dans la communication du 19 septembre, tandis qu'une des installations de stockage d'armes chimiques recensées s'est révélée complètement vide, et de ce fait non déclarable à ce titre.

remplissage). Il est prévu que tout le matériel concerné ait fait l'objet d'une destruction fonctionnelle d'ici le 1^{er} novembre 2013;

e) Conformément à l'alinéa e) du paragraphe 1 de la décision du Conseil et au paragraphe 7 de la résolution 2118 (2013), la République arabe syrienne coopérera pleinement s'agissant de tous les aspects de la mise en œuvre de ces dispositions. Les autorités syriennes ont apporté la coopération nécessaire à l'équipe de l'OIAC dans la conduite de ses activités au cours de la période considérée;

f) Conformément à l'alinéa f) du paragraphe 1 de la décision du Conseil, la République arabe syrienne désignera un responsable qui sera l'interlocuteur principal du Secrétariat et lui accordera les pouvoirs nécessaires pour veiller à ce que la décision soit intégralement appliquée. Dans une lettre en date du 4 octobre 2013, les autorités syriennes ont informé le Secrétariat que l'autorité nationale syrienne avait été mise en place au sein du Ministère des affaires étrangères et qu'un fonctionnaire, qui a rang de vice-ministre, avait été désigné comme interlocuteur principal.

Activités entreprises par le Secrétariat vis-à-vis de la République arabe syrienne

5. Conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2 de la décision du Conseil et au paragraphe 8 de la résolution 2118 (2013), le Secrétariat a déployé sans retard une équipe composée de 19 personnes au total en République arabe syrienne, le 1^{er} octobre 2013, en étroite coordination avec l'ONU. À la demande des autorités syriennes, certains membres de l'équipe ont effectué une mission d'assistance technique. Du personnel supplémentaire est arrivé à Damas le 10 octobre 2013. Ce déploiement initial visait avant tout à :

- a) Évaluer les informations présentées par la République arabe syrienne conformément à l'alinéa a) du paragraphe 1 de la décision du Conseil;
- b) Mettre au point un programme d'activités;
- c) Vérifier la destruction des éléments essentiels du matériel de fabrication d'armes chimiques.

6. Diverses réunions ont eu lieu avec des fonctionnaires du Gouvernement syrien, notamment avec l'interlocuteur principal évoqué à l'alinéa f) du paragraphe 4 susmentionné. Ces réunions ont permis de s'assurer de l'engagement des autorités syriennes compétentes comme suit : en s'assurant que la République arabe syrienne ait compris ses obligations au titre de la décision du Conseil et de la résolution 2118 (2013); en expliquant les besoins opérationnels en matière d'informations et d'expertise technique attendues des autorités et experts syriens concernés; en clarifiant les informations présentées par la République arabe syrienne visées à l'alinéa a) du paragraphe 4 ci-dessus; et en mettant au point des plans d'inspection des installations évoquées dans les informations présentées au titre de l'alinéa c) du paragraphe 2 de la décision du Conseil.

7. Des réunions supplémentaires se sont tenues à La Haye entre le personnel du Secrétariat et les représentants compétents de la République arabe syrienne. Ces réunions visaient à aider les autorités syriennes à établir la déclaration initiale et à élaborer un plan général de destruction, comme le prévoit l'article III de la Convention. Le Directeur général a également rencontré des hauts fonctionnaires syriens à La Haye.

8. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 2 de la décision du Conseil, pendant la période considérée, le personnel du Secrétariat a achevé les inspections de 37 des 41 installations à propos desquelles la République arabe syrienne a fourni des informations au Secrétariat. À la date limite fixée pour l'établissement du présent rapport, les conclusions des inspections corroboraient les informations que la République arabe syrienne a transmises au sujet des installations susmentionnées. Le personnel du Secrétariat continue de procéder aux activités qui visent à évaluer les informations communiquées par la République arabe syrienne. Il est estimé qu'au vu du rythme actuel de progression et sous réserve de la levée des restrictions qui s'appliquent actuellement dans le pays en matière de sécurité, le personnel du Secrétariat devrait être en mesure d'achever toutes les inspections visées à l'alinéa c) du paragraphe 2 de la décision du Conseil selon le calendrier fixé. Un petit nombre de sites qui doivent encore être inspectés soulèvent de graves problèmes sur le plan de la sécurité. Les inspections sur ces sites font l'objet d'évaluations régulières des risques de la part du Département de la sûreté et de la sécurité de l'ONU, avec la participation des autorités syriennes. Actuellement, il est considéré qu'il est trop dangereux de visiter ces sites.

9. Lors des inspections, et compte tenu des délais prévus dans la décision du Conseil, le personnel du Secrétariat a également supervisé la destruction fonctionnelle d'éléments du matériel essentiel pour la fabrication et le mélange et remplissage d'armes chimiques, comme il est indiqué à l'alinéa d) du paragraphe 4 ci-dessus.

10. En outre, durant les inspections, le personnel du Secrétariat a supervisé la destruction d'armes chimiques de la catégorie 3, comme il est indiqué à l'alinéa c) du paragraphe 4 ci-dessus.

11. La République arabe syrienne a sollicité l'assistance de l'OIAC quant à l'achat de matériel en quantité suffisante pour achever la destruction fonctionnelle du matériel essentiel pour la fabrication et le mélange et remplissage d'armes chimiques dans les délais fixés. Le Secrétariat et le personnel de l'ONU ont facilité l'achat de ce matériel.

12. Suite à l'accord-cadre conclu entre la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique, ces deux États parties ont proposé d'aider le Secrétariat en ce qui concerne les options possibles de destruction des armes chimiques syriennes et des installations syriennes de fabrication et de mélange et remplissage d'armes chimiques. Le Secrétariat a favorisé la tenue de discussions officielles au siège de l'OIAC afin d'élaborer des grandes lignes et des options pour la destruction des armes chimiques syriennes et du matériel associé, avec la participation de fonctionnaires syriens. Sur la base de ces discussions, le Secrétariat a donné des avis à la République arabe syrienne sur les méthodes permettant de procéder à la destruction fonctionnelle des éléments essentiels du matériel de fabrication et de mélange et remplissage d'armes chimiques ainsi que sur la détermination des installations prioritaires.

13. Par ailleurs, un groupe de planification des opérations (« le groupe OPG ») fournira des avis sur les aspects opérationnels et logistiques de la destruction des armes chimiques syriennes. Ce groupe offrira des avis en ce qui concerne la détermination des besoins en vue d'éventuelles contributions en nature de la part d'États parties. Le groupe OPG se compose de personnel de l'OIAC et de l'ONU ainsi que d'experts nationaux mis à disposition par les États parties qui sont en mesure de le faire.

Ressources supplémentaires

14. Le 16 octobre 2013, le Secrétariat a lancé un appel à contributions volontaires pour la destruction des armes chimiques syriennes (S/1132/2013 du 16 octobre 2013). Ainsi qu'il est décrit dans cette note, le Secrétariat a créé un fonds d'affectation spéciale afin de faciliter les activités techniques de l'OIAC à l'appui de la vérification de la destruction des armes chimiques syriennes. L'ONU a créé, en coordination avec l'OIAC, un fonds d'affectation spéciale pour appuyer les efforts visant à détruire les armes chimiques syriennes conformément à la résolution 2118 (2013). À la date limite fixée pour l'établissement du présent rapport, le Fonds d'affectation spéciale de l'OIAC présentait un solde de 4 millions d'euros, ayant reçu des contributions de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis d'Amérique, des Pays-Bas et de la Suisse. Quatre autres États parties ont fait des promesses de contribution représentant un montant supplémentaire de 2,7 millions d'euros. Le Directeur général tient à exprimer sa reconnaissance aux États parties qui ont déjà versé des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale ou qui se sont engagés à le faire.

15. Le Secrétariat a estimé que ses ressources en personnel existantes étaient suffisantes pour les opérations à mener en octobre et novembre 2013. Le Directeur général a recruté deux anciens fonctionnaires sur la base de contrats de services spéciaux. Avec les crédits prévus au budget-programme ordinaire de 2013 et les contributions au Fonds d'affectation spéciale mentionné au paragraphe 14 ci-dessus, le Secrétariat a acheté divers éléments de matériel jugés nécessaires pour les opérations en République arabe syrienne. Au fur et à mesure que les besoins en ressources techniques ou humaines se feront sentir, le Secrétariat en informera les États parties. Le Secrétariat tient à exprimer sa gratitude aux États parties qui ont déjà apporté leur appui, à savoir l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas pour le transport aérien au service des équipes déployées; le Service européen pour l'action extérieure, certains États membres de l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique pour la fourniture de véhicules blindés; ainsi que le Canada pour le transport aérien des véhicules fournis par les États-Unis d'Amérique.

Mise sur pied d'une mission conjointe OIAC-ONU en Syrie

16. Dès le début du déploiement du personnel de l'OIAC en République arabe syrienne le 1^{er} octobre 2013, l'ONU a apporté un appui au plan de la sûreté et de la sécurité ainsi qu'un appui logistique, médical et administratif, conformément au paragraphe 8 de la résolution 2118 (2013).

17. Le 16 octobre 2013, l'OIAC et l'ONU ont mis en place une Mission conjointe OIAC-ONU en Syrie (« la mission conjointe »), qui a été décrite dans la lettre soumise par le Secrétaire général de l'ONU, en consultation avec le Directeur général, au Conseil de sécurité de l'ONU le 7 octobre 2013. Le 16 octobre 2013, le Directeur général et le Secrétaire général de l'ONU ont également signé l'Accord complémentaire concernant la coopération entre l'ONU et l'OIAC en vue de l'application de la décision EC-M-33/DEC.1 du Conseil exécutif de l'OIAC et de la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité de l'ONU relatives à l'élimination des armes chimiques syriennes. Le Secrétaire général de l'ONU, en consultation avec le Directeur général, a nommé M^{me} Sigrid Kaag Coordonnatrice spéciale de la mission conjointe afin qu'elle assure la coordination générale de la mission conjointe. M^{me} Kaag s'est rendue à l'OIAC le 19 octobre 2013 pour rencontrer le Directeur général et d'autres fonctionnaires du Secrétariat. L'OIAC et l'ONU ont entamé des négociations avec la République arabe syrienne au sujet d'un accord sur le statut de cette mission conjointe.